

<http://pierre-alainmillet.fr/le-marche-financier-pour-le-climat>



conseil de métropole du 30 septembre 2019

# le marché financier pour le climat ?

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 30 septembre 2019

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

Cette délibération nous propose d'aider l'institut pour le climat et l'économie. Il s'agit d'une erreur de traduction puisqu'il ne s'agit pas d'un institut qui s'occupe du climat ET de l'économie, mais de l'économie POUR le climat, c'est son nom en anglais "institute for climate economics". Permettez-moi de sourire devant cette erreur linguistique qui ne fait que me confirmer dans le refus de ce globish que vous nous imposez désormais quotidiennement, bien loin de cette merveilleuse langue anglaise de Shakespeare, globish qui produit un terrible appauvrissement culturel organisé au plus niveau de l'état désormais, illégal avec la loi Toubon et même inconstitutionnel avec l'article 2 de la constitution. Mais, dans ce monde, les lois ne sont jamais faites pour ceux qui sont au pouvoir.

Fondé par la Caisse des Dépôts, cet institut est financé à 72% par des institutions financières, avec un budget de 3MEuros constitué à 95% de subventions, dégageant un excédent de 165000Euros en 2017, dernier comptes publiés, avec des réserves confortables d'un petit million... Je ne suis pas sûr que cet institut ait besoin de notre aide. Vous me direz que 10000Euros pour une action de communication climatique, ce n'est pas grand chose...

Il s'agit nous dit la délibération de *"cibler les dépenses affectées à la transition énergétique, climatique, d'amélioration de la qualité de l'air et de solidarité"*. Et de solidarité ? faut-il alors inclure toutes nos politiques de solidarité dans cette cible ? Cibler dans une logique *"d'emprunts verts"*, c'est le coeur du sujet, mais aussi d'identifier les projets, relisez-le pour sourire avec moi, *"ayant un impact socio-environnemental positif"*. Nous sommes interrogatifs, y-a-t-il des projets métropolitains avec un impact socio-environnemental négatif, en dehors du célèbre anneau qui, permettez-moi ce jeu de mot, semble bien totalement enterré ? Qu'on nous disent lesquels tout de suite ! Quel aveu, la métropole agit donc parfois pour autre chose que les besoins sociaux et environnementaux de ses habitants !

Mais venons-en au fonds, les emprunts verts, autrement dit, la finance verte, autrement dit, le capitalisme financier vert...

Il s'agit de rechercher *des investisseurs locaux ou nationaux qui exigent une responsabilité sociale ou environnementale et d'accompagner ses partenaires dans leurs réflexions sur le désinvestissement des énergies fossiles*

Il ne s'agit pas d'organiser une collecte de solidarité, ou de rechercher des dons ou subventions pour aider à des actions qui ne trouveraient pas leur équilibre dans l'économie telle qu'elle est, non, il s'agit de trouver des investisseurs qui ont des critères de choix environnementaux pour placer leur argent. Ce sont des investisseurs, ils cherchent donc un retour de leur investissement. C'est d'autant plus important que plus ils ont de retour, plus ils peuvent ainsi financer d'autres actions vertueuses. Mais dans un contexte économique ou nous n'avons aucune difficulté de financement, nous sommes même dans un monde de taux négatifs, peut-on dire que ce financement sera vertueux pour nous, autrement dit, à des taux d'intérêt plus bas ? Ce n'est évidemment pas dit dans la délibération, et l'expérience de beaucoup de financements participatifs montre que ce sera souvent l'inverse ! Autrement dit, ces investisseurs se fabriquent une rente sur l'économie verte. Soyons clair, nous prélevons sur nos dépenses vertes un petit pourcentage, pour que d'autres se présentent comme vertueux.

Je suis désolé, chère émeline, nous ne pouvons laisser croire que le capitalisme financier va sauver la planète. Quand au cadre d'évaluation budgétaire, nous avons déjà le référentiel Citergie, le référentiel développement durable, et nous ne croyons pas du tout en un nouveau système technique qui sera de toute façon opaque, invérifiable, et qui permettra de tenir encore une fois des discours loin de toute citoyenneté réelle.

D'ailleurs pour mieux comprendre la nature politique de cette délibération, j'ai pris le temps d'identifier les députés signataires de ce "pacte finance climat" que la délibération propose de signer. 238 députés et non 270 comme écrit dans la délibération, mais peu importe, soit 41% du parlement, dont 161 députés LREM sur 300, une majorité

## le marché financier pour le climat ?

---

comme pour le MODEM 25 sur 40 et l'UDI 16 sur 27, autrement dit, la majorité parlementaire gouvernementale est très clairement engagée dans ce pacte finance climat... Je précise qu'il y a aussi 19 députés PS sur 25... et même 4 républicains, 2 FI et 2 PC perdus dans cette liste... Il ne faudrait pas oublier dans les soutiens Alain Juppé et le prince Albert de Monaco, grand ami du climat dans sa principauté qui doit pourtant battre des records carbone.

Ce pacte finance climat est une énième opération politicienne pour faire croire que les puissants s'occupent réellement de l'intérêt du plus grand nombre. Nous n'en serons pas, et nous appelons les écologistes sincères à participer aux rencontres internationaliste de Vénissieux ces 4 et 5 Octobre prochain dont le thème est clair. Pour la planète, nous ne sommes pas tous dans le même bateau, capitalisme ou socialisme ?